



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ n°2024/ICPE/382 portant prescriptions complémentaires
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
CMGO à Chaumes-en-Retz et Rouans**

LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2002 autorisant la société carrières de l'Estuaire à exploiter une carrière de roches massives située au lieu-dit « Bréfauchet » à Chaumes-en-Retz et Rouans ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2006 fixant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Bréfauchet » à Chaumes-en-Retz et Rouans ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2007 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit « Bréfauchet » à Chaumes-en-Retz et Rouans à la société Lafarge Granulats Ouest ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 août 2012 fixant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Bréfauchet » à Chaumes-en-Retz et Rouans ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 août 2014 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit « Bréfauchet » à Chaumes-en-Retz et Rouans à la société Lafarge Granulats France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juin 2015 fixant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Bréfauchet » à Chaumes-en-Retz et Rouans ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juin 2018 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit « Bréfauchet » à Chaumes-en-Retz et Rouans à la société CMGO ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 février 2020 fixant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Bréfauchet » à Chaumes-en-Retz et Rouans ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2020 fixant des prescriptions complémentaires pour

l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Bréfauchet » à Chaumes-en-Retz et Rouans ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024/ICPE/107 du 27 mars 2024, portant décision d'examen au cas par cas du projet d'extension de 7,74 ha pour des stockages temporaires de stériles et de déchets inertes, d'approfondissement et d'accueil de déchets inertes pour la carrière exploitée par la société CMGO située au lieu-dit « Bréfauchet » à Chaumes-en-Retz et Rouans ;

Vu la demande de modification notable portée à la connaissance du préfet par la société CMGO le 16 avril 2024, modifiée le 24 juillet 2024, concernant l'extension de la verse Sud, l'approfondissement de la fosse d'extraction et l'accueil de déchets inertes et le dossier joint ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 29 octobre 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société CMGO le 30 octobre 2024 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 13 novembre 2024 ;

Considérant que le projet d'extension et de modification des conditions de remise en état de la carrière :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2,
- a fait l'objet d'une dispense d'étude d'impact par décision du 27 mars 2024 susvisée,
- n'atteint pas de seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement,
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de la nature des paysages et des sites ;

Considérant la nécessité de renforcer la valeur limite de vibration solidienne pour limiter le ressenti des riverains et considérant le niveau de performance atteint par l'exploitant dans la réalisation de ses tirs de mines ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

TITRE .I IDENTIFICATION ET PORTÉE

Article I.1 - Exploitant

La société CMGO, dont le siège social est situé Avenue Charles Lindbergh à MERIGNAC (33700), ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, pour la poursuite de l'exploitation de la carrière située sur les communes de ROUANS et CHAUMES-EN-RETZ, au lieu dit « Bréfauchet ».

Article I.2 - Modification des prescriptions

Les prescriptions suivantes sont modifiées, complétées ou supprimées par le présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
arrêté préfectoral du 21 octobre 2002	Article 1 ^e , article 3.1, 3.6, 3.7, 4, 5.3, 5.4, 5.5, 8.6.2 et 9.5	Modification de prescription
arrêté préfectoral du 21 octobre 2002	5.6, 9.5.1, 9.5.2, 9.5.3, 10.1, 10.2 et 10.3	Ajout de prescriptions
arrêté préfectoral du 21 octobre 2002	6.4	Suppression de prescription

TITRE .II MODIFICATION DE PRESCRIPTIONS**Article II.1 - Tableau de classement**

Le premier tableau de classement figurant à l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2002 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

«

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
2510-1	Exploitation de carrières	Emprise du site : 1 098 493 m ² Production annuelle maximum : 1 800 000 t	A
2515-1-a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant supérieure à 200 kW → E	Installation fixe de traitement : 3 739 kW Installation de chargement : 741 kW Installation fixe de lavage : 250 kW Installation mobile de traitement : 358 kW Puissance totale : 5 088 kW	E

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m ² → E	Surface de transit : 267 000 m ²	E
1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ → D	Volume annuel distribué : 900 m ³	DC
4734-2-c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant, pour les autres stockages, supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total → DC	15 t de gasoil 42,5 t de GNR Quantité totale = 57,5 t	DC

* A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = Déclaration avec contrôle, D = Déclaration, »

Le second tableau de classement figurant à l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2002 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

«

Rubrique	Désignation des activités	Volume autorisé	Régime *
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	3 piézomètres	D

Rubrique	Désignation des activités	Volume autorisé	Régime *
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m	Dérivation sur 1 850 m environ	A
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	Surface du site : 109,8 ha	A
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Plan d'eau en fin d'activité : 30 ha	A

* A : autorisation ; D : déclaration »

Article II.2 - Parcellaires

Le tableau parcellaire du 3.1 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé, est remplacé par :

«

Commune	Section	Parcelles	Surface en m ²	Usage
Chaumes-en-Retz	040 C	2 à 6	77 400	Extension (2024)
		179 à 181	77 330	Extension (2015)
		1	15 930	
		182	22 850	
		183 à 190	102 620	
	040 B	134 à 141	111 105	
		143 à 145	33 575	
		148	5 665	
		150	2 860	
		158 à 172	180 995	
		314 à 319	46 976	
		321	1 507	
		323	10 003	
		325	7 443	
		327	2 301	
		329	633	
		332	16 365	
		333	10 986	

		357	9 146	
		358	1 304	
Rouans	OE	122 à 126	31 798	Renouvellement
		128 à 133	26 953	
		135 et 718	14 543	
		141 à 144	21 852	
		147 à 149	16 499	
		153 à 156	33 865	
		513 et 514	6 440	
		814p	716	
		53	20 000	
		57	6 880	
		68 à 79, 797, 802, 808, 810 et 812	75 044	
		81 à 87, 93 à 113, 779, 782, 785, 788 et 791	101 671	
		550	372	
		551	1 776	
		571	1 840	
800	1 250			
TOTAL		1 098 493		

»

Article II.3 - Phasage d'exploitation

A la suite du 5.3 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé, il est inséré les alinéas suivants :

« 5.3.1 : Phasage

Les travaux sont menés en 6 phases de 5 années :

Phase 5	<p>Extraction du triangle Nord-Ouest jusqu'à la cote 10 m NGF et avancée des extractions vers l'Est et vers l'Ouest dans la fosse principale et création des paliers -50 m NGF et -65 m NGF.</p> <p>Avancée de la verse, composée de stériles et déchets (matériaux ou déblais) inertes externes, vers le Sud dans l'extension (+15 m de hauteur maximum).</p> <p>Mise en remblais des stériles et déchets (matériaux ou déblais) inertes externes dans le triangle Nord-Ouest, après la fin de l'extraction de ce secteur.</p>
Phase 6	Poursuite et fin des extractions dans la fosse principale. Les fronts sont poussés à leur limite maximale.

	<p>Avancée de la verse, composée de stériles et déchets (matériaux ou déblais) inertes externes, vers le Sud dans l'extension (+15 m de hauteur maximum).</p> <p>Mise en remblais des stériles et déchets (matériaux ou déblais) inertes externes dans le triangle Nord-Ouest, jusqu'à la cote de 49 mNGF.</p> <p>Stériles et des déchets (matériaux ou déblais) inertes externes mis en remblais dans la fosse principale.</p> <p>Suppression de la verse Sud avant la fin de l'autorisation.</p>
--	--

Les plans de phasage sont joints en annexe du présent arrêté. »

Les plans de phasage annexés au présent arrêté sont annexés à l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé.

Article II.4 - Garanties financières

L'article 4 de l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé, est remplacé par :

« Article 4 – Garanties financières

4.1 - Objet des garanties financières

Conformément au paragraphe IV de l'article R516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

4.2 - Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Ce montant est défini par référence à l'indice TP01 de janvier 2024 égal à 129,6 et pour une TVA de 20 %.

Phasage d'exploitation concerné	Période	Montant des garanties financières
Phase 5	n+20 à n+24	1 482 808 € TTC
Phase 6	n+25 à n+29	1 605 087 € TTC

4.3 - Établissement des garanties financières

Préalablement à la mise en exploitation des parcelles objet du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées:

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

4.4 - Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement.

4.5 - Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

4.6 - Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières, ainsi que de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

4.7 : Absence de garanties financières

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L171-8, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

4.8 - Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières pour la remise en état du site.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

4.9 - Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations

nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté lorsque la cessation est achevée dans les conditions prévues par le V de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement
L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières. »

Article II.5 - Cessation d'activité

Le 3.6 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé, est remplacé par :

« 3.6 : Cessation d'activité

L'exploitant procède à la cessation d'activité dans les conditions prévues par le code de l'environnement aux articles R512-39-1 et suivants.

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant la fin de la présente autorisation, cette période étant réservée à la finalisation des travaux de remise en état.

Sans préjudice des mesures de l'article R181-48 du code de l'environnement, pour l'application des articles R512-39-1 à R512-39-5, les usages à prendre en compte suite à l'arrêt de l'activité sont les suivants :

- autre : plan d'eau d'environ 30 ha
- usage de renaturation (environ 43 ha) : boisement, fourré sur flanc de remblai, haie bocagère plantée, ancien front d'exploitation, ruisseau ;
- usage agricole : surface hors d'eau non visée par l'usage de renaturation (environ 37 ha).

Les conditions de remise en état sont détaillées à l'article 3.7 du présent arrêté.

La mise en sécurité du site comporte notamment les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression des structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante du site de l'installation dans le paysage, compte-tenu de la vocation ultérieure du site.

Avant le 1^{er} juin 2032, l'exploitant adresse au préfet un plan à jour de l'installation et un mémoire sur l'état du site. »

Article II.6 - Remise en état

Le 3.7 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé, est remplacé par :

« 3.7 : Remise en état du site

3.7.1 Conditions générales

La remise en état est coordonnée à l'exploitation. Elle doit être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation sauf dans le cas d'un renouvellement ou d'une

prolongation d'exploiter demandé par l'exploitant dans les conditions prévues par la réglementation.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu et conformément aux dispositions prévues aux articles 3.7.1 et 3.7.2 et aux engagements pris dans son dossier de demande de modification du 16 avril 2024 modifié le 24 juillet 2024.

3.7.2 Nature de la remise en état

La remise en état est réalisée conformément au plan de principe de la remise en état et au plan des usages futurs après remise en état figurants en annexe du présent arrêté.

Elle est réalisée en vue de permettre les usages définis au point 3.6.

Elle comporte notamment les opérations suivantes :

- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression des structures, équipements, substances et stocks n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- la réalisation d'une zone aquatique (plan d'eau),
- la réalisation de talus à pentes diverses pour l'implantation d'espèces animales et végétales variées. Des aménagements peuvent être réalisés pour conserver un biotope spécifique aux espèces animales autochtones ;
- les bassins de décantation sont reprofilés en mare.

Pour les zones remises en état pour un usage agricole, un régilage d'une couche de terres végétales sur une épaisseur minimale de 30 centimètres est réalisée, selon les principes détaillés au paragraphe 4.6.2 du dossier de demande de modification du 24 juillet 2024. Les semis pour ces zones sont réalisés selon les dispositions décrites à l'annexe 4 du dossier de demande de modification.

Pour les zones remise en état pour un usage de renaturation, elles sont soit boisées (semées ou issues d'une recolonisation naturelle) soit mises en prairie (recolonisation naturelle).

La hauteur définitive de la plate-forme située dans l'angle nord-ouest de la carrière est limitée à la hauteur du terrain naturel préexistant, y compris après l'ajout de la couche de terre végétale, sans dépasser 49 m NGF. La pente des flancs de cette plate-forme débute à 3/2 minimum à la base ; elle se raccorde au plateau en évitant les effets d'arête en formant un arrondi. Pour la végétalisation de ses flancs, la recolonisation naturelle est privilégiée. »

Le plan de remise en état et le plan des usages futurs après remise en état annexés au présent arrêté sont annexés à l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé.

Article II.7 - Limite de l'autorisation

Au 5.3 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé, la phrase : « La production annuelle maximum est fixée à 2 000 000 tonnes. » est remplacé par : « La production annuelle de la carrière ne peut dépasser 1 800 000 tonnes. »

Au 5.3 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé, la phrase : « La profondeur maximum autorisée de l'exploitation est fixée à : 90 mètres soit - 35 m NGF » est remplacé par :

« La profondeur maximale de l'exploitation est fixée à 120 mètres soit - 65 m NGF.

Des apports de déchets inertes extérieurs sont destinés au réaménagement de la carrière (remblaiement partiel de l'excavation).

La quantité acceptée de matériaux extérieurs inertes ne peut dépasser 200 000 tonnes par an et 1 600 000 tonnes au global sur la durée de l'autorisation. Il s'agit exclusivement de matériaux non pollués non dangereux, répondant aux critères visés à l'article 5.5 du présent arrêté. »

Article II.8 - Accès

Les trois derniers alinéas du 5.4 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé, sont remplacés par l'alinéa suivant :

« L'accès des camions à la carrière pour l'export de matériaux et l'import de déchets inertes est effectué par la route départementale n°79.

Il s'agit exclusivement de matériaux non pollués provenant de chantiers de travaux publics, du bâtiment et d'industries de fabrication de matériaux de construction, répondant aux critères visés à l'article 5.5 du présent arrêté. »

Article II.9 - Apports de déchets extérieurs

Le 5.5 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé, est remplacé par :

« 5.5. *Apports de déchets extérieurs*

5.5.1. Généralités

Les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière doivent respecter les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Les déchets inertes externes sont recyclés ou mis en remblai dans l'excavation. Seuls les déchets non recyclables sont mis en remblai.

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Un panneau à l'entrée indique la nature des déchets inertes admis.

5.5.2. Déchets extérieurs acceptés

La quantité acceptée de matériaux extérieurs inertes ne devra pas dépasser les quantités mentionnées à l'article 5.3 du présent arrêté.

Les seuls déchets externes admissibles sont les déchets inertes suivants (en référence à l'article R. 541-7 du code de l'environnement) :

CODE DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés

CODE DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement après réalisation d'un test permettant de s'assurer de l'absence de goudron et d'amiante
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Tout autre déchet que ceux listés ci-avant sont interdits.

Seuls les déchets ultimes, au sens de l'article L.541-2-1 du code de l'environnement, peuvent être éliminés par remblaiement dans l'excavation. En particulier, les déchets ayant le code 17 01 01 sont utilisés uniquement pour le recyclage et ne concourent pas au remblaiement de la fosse. Seule la fraction non valorisable peut être mise en remblai.

5.5.3. Dispositions complémentaires sur la procédure d'acceptation préalable

En complément des dispositions des articles 3 et 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé l'exploitant respecte les dispositions suivantes :

La procédure d'acceptation préalable, et les consignes relatives à cette procédure, sont portées à la connaissance des personnels et restent disponibles, notamment à l'accueil de la carrière et à la bascule.

Le document préalable doit être fourni pour chaque lot homogène de déchets de chaque chantier.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans les tableaux de l'article 1, l'exploitant s'assure qu'ils ne proviennent pas de sites contaminés, y compris pour les apports ponctuels.

Si les déchets sont susceptibles de provenir d'un site contaminé, sont annexés aux documents d'acceptation préalable les résultats de la caractérisation des déchets. Il s'agit de la vérification systématique du respect des valeurs limites fixées par l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 précité. Cette vérification doit être réalisée pour chaque lot homogène de déchets de chaque chantier. Seuls les lots homogènes de déchets respectant les valeurs fixées à l'annexe II de cet arrêté peuvent être utilisés en remblaiement sur le site.

5.5.4. Contrôle des apports de déchets

Les apports extérieurs ne sont en aucun cas déversés directement dans la fouille. L'exploitant met en place une procédure de contrôle de chaque chargement qui comprend a minima les opérations suivantes :

- la vérification de la conformité du chargement avec le document préalable à l'entrée de l'installation ;
- la réalisation d'un premier contrôle visuel à l'entrée de l'installation afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;
- le déversement du chargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- la réalisation d'un deuxième contrôle visuel lors du déchargement du camion ;
- la décision d'acceptation des déchets ou de refus en cas de présence de matériaux indésirables ; en cas de refus, l'exploitant fait recharger les matériaux indésirables dans le véhicule de livraison et l'indique sur le registre prévu à l'article ,
- le départ du véhicule de transport des apports après acceptation des matériaux déchargés.

Les personnes chargées de la vérification et du contrôle de la conformité du chargement ont reçu une formation à cet effet.

5.5.5. Registres

Le registre d'admission prévu à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 suscité est conservé par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission. Ce plan doit permettre d'assurer la traçabilité du remblayage selon un maillage adapté.

En cas de changement d'exploitant, les registres et la localisation des remblais sont communiqués au nouvel exploitant par le précédent.

L'exploitant tient à jour un registre des refus d'admission. Il y consigne, pour chaque chargement de déchets refusé, le motif de refus d'admission, la date et le nom du producteur du déchet. Le registre de refus est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.5.6. Mise en œuvre des remblais

Les déchets inertes extérieurs sont déchargés sur une aire spécifiquement délimitée. Ils ne peuvent être traités au sein de l'installation de traitement de matériaux ou mis en remblai qu'après contrôle visuel ou le cas échéant une fois les résultats de la caractérisation obtenus. L'exploitant dispose d'une benne ou d'un espace affecté à la récupération des éléments indésirables découverts après le départ du véhicule de livraison. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés.

Sans préjudice de la réglementation applicable à la protection des travailleurs, l'exploitant s'assure que les personnes présentes dans l'emprise de l'établissement se trouvent en dehors de secteurs susceptibles de mouvement de terrains. Une signalisation adaptée est mise en place ainsi qu'un dispositif interdisant l'accès.

Les remblais sont mis en place au sein de l'excavation conformément aux plans de phasage figurant en annexe du présent arrêté.

Toutes les opérations de mise en œuvre des remblais sont effectuées à l'aide d'engins spécifiques prévus à cet effet. Les déchets sont déversés dans l'excavation à partir d'une zone de déchargement sécurisée limitant les risques de chutes des engins dans l'excavation.

L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. Il définit dans une consigne spécifique les modalités de mise en œuvre des remblais (pente, gestion des eaux ...) notamment afin d'en assurer la stabilité pendant et après l'exploitation. Cette consigne est mise à jour autant que de besoin notamment au vu des études réalisées dans le cadre de la surveillance géotechnique des fronts. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un contrôle régulier de la stabilité des remblais est réalisé, en particulier après des périodes de gel ou de fortes pluies ou d'un arrêt de travail prolongé. Une traçabilité de ce contrôle est mise en œuvre.

5.5.7. Contrôle par un organisme tiers

L'exploitant fait procéder annuellement par un organisme tiers à un contrôle inopiné de la bonne application de la procédure d'acceptation préalable prévue par le présent arrêté et par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé sur les conditions d'admission des déchets inertes sur le site. Ce contrôle annuel comporte la réalisation de 3 prélèvements de matériaux parmi les matériaux acceptés sur le site pour le remblaiement. Ces matériaux font l'objet des analyses décrites à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

Les rapports de ces contrôles, comportant les résultats d'analyse, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont conservés pendant une durée minimale de 5 ans.

Pour la réalisation de ce contrôle annuel inopiné, l'exploitant met en place une convention avec l'organisme tiers qu'il mandate à cet effet. »

Article II.10 - Surveillance des eaux souterraines

À la suite du 9.5 de l'article 9 de l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé, il est ajouté les dispositions suivantes :

« 9.5.1. Réseau de surveillance des eaux souterraines

Pour la surveillance de l'impact du remblayage avec des déchets inertes sur les eaux souterraines, l'exploitant met en place un réseau constitué :

- de trois piézomètres situés en amont et en aval hydraulique et permettant la connaissance de la qualité de l'eau circulant dans l'aquifère de socle,
- d'un point de prélèvements supplémentaire : bassin de collecte des eaux de ruissellement situé en pied de la verse des déchets inertes.

9.5.2. Réalisation de piézomètres

Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au

décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

La localisation et les caractéristiques, en particulier la profondeur des ouvrages, sont justifiées par une étude hydrogéologique préalable tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

Si un ouvrage n'est plus jugé pertinent dans le cadre de la surveillance de l'installation, il est comblé par des techniques appropriées, conformément aux méthodes normalisées en vigueur, permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. Le rapport de travaux de comblement est communiqué au préfet.

9.5.3 Programme de surveillance des eaux souterraines

Pour l'ensemble des piézomètres, l'exploitant réalise une mesure de la piézométrie, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois.

En chaque point du réseau de surveillance des eaux souterraines, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux).

Les analyses des eaux prélevées portent sur les paramètres suivants : pH, demande chimique en oxygène, hydrocarbures, conductivité, arsenic, baryum, cadmium, chrome total, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, sélénium, zinc, chlorures, fluorures, sulfates, indice phénols, COT, BTEX, PCB, HAP.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les mesures sont réalisées par un organisme compétent.

L'exploitant met en place un outil de suivi des résultats des mesures permettant de détecter une évolution des résultats ou des résultats anormaux. Les résultats des mesures et l'outil de suivi sont conservés par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif

de l'installation par l'administration. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article II.11 - Milieux naturels

A la suite de l'article 10 de l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé, il est ajouté les dispositions suivantes :

« 10.1. - Mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement (ERCA)

L'exploitant met en œuvre les mesures suivantes, détaillées dans la demande de modification du 16 avril 2024 et complétée le 24 juillet 2024. :

- E1 : Ajustement des emprises temporaires de stockage permettant de préserver les 3 mares ;
- R1 : Progressivité et réversibilité des emprises sur les espaces à usage agricole (environ 7 ha au plus). Les emprises depuis la partie nord sont progressives au fil des années et du phasage vers le centre du projet d'extension. Ces emprises retrouvent un usage agricole lors de la remise en état.
- R2 : Limitation, progressivité et période adaptée des interventions sur les habitats de type haies et des fourrés de ronciers :
 - R2a : l'essentiel des linéaires de haies périphériques et transversales ainsi que la majorité des fourrés de type ronciers sont conservés. La destruction de 293 ml correspond à 2 portions de haies transversales en 2 phases (13% en phase 1 et 14% en phase 2), soit 27% du linéaire de la zone d'étude. Le débroussaillage en 2 points d'accès futur depuis la carrière sur l'est (un pour la partie centrale en phase 2 et un pour le sud dès la phase 1 pour la plate-forme) est limité à quelques dizaines de m² de fourrés/ronciers ;
 - R2b : les interventions localisées sur ces habitats se font en dehors en dehors de la période sensible pour la faune, c'est-à-dire à la fois hors de la période de reproduction des oiseaux et hors de la période de léthargie des reptiles et des amphibiens, soit la période de l'année allant de septembre à octobre.
- A1 : Reconnexion de la trame bocagère locale, par la plantation dès le début de la phase 1 (sur la première période favorable allant de l'automne au début d'hiver qui suit l'obtention de l'autorisation ou sur celle de l'année suivante si le délai de mise en œuvre est trop court) d'une haie bocagère présentant les caractéristiques fonctionnelles d'être sur talus, d'avoir un petit fossé en pied ainsi que d'être constituée d'espèces indigènes. La plantation estimée de 370 ml de haie est située sur la bordure Ouest du projet d'extension et permet une reconnexion au réseau bocager avec la haie plus au nord et celle plus au sud.
- A2 : Entretien pour l'amélioration de la fonctionnalité des mares préservées (envasement et conditions d'éclairement naturel par le soleil) :
 - Opération limitée de curage des mares, en veillant à ne pas gratter le fond quitte à laisser une couche de quelques cm de vase. Cette opération est réalisée hors période sensible de reproduction des amphibiens et à l'étiage c'est-à-dire entre septembre et octobre voire novembre et en étalant l'opération sur 2 ou 3 ans par mare.
 - Un léger rideau arbustif périphérique est laissé en place autours des mares d'angle vers le nord. Pour la mare en frange est, une coupe d'éclaircie limitée à quelques branches occultantes est réalisée.

10.2. - Plans

Les principales mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement sont représentées

sur le plan en annexe (mesures de la séquence ERC(A) .

10.3. - Suivi

Les mesures de suivi comprennent un suivi naturaliste selon les dispositions suivantes :

- SE1 : les oiseaux nicheurs : suivis comprenant a minima 2 campagnes de terrain d'observations et d'écoutes en période de reproduction :
 - Fréquence : n+ 2, n+5,
 - Restitution : Un rapport illustré et commenté en fin d'année de la réalisation du suivi.
- SE2 : les amphibiens : suivi comprenant 2 ou 3 campagnes d'inventaires lors de la période de reproduction, au niveau des milieux aquatiques :
 - Fréquence : n+ 2, n+5,
 - Restitution : Un rapport illustré et commenté en fin d'année de la réalisation du suivi.
- SE3 : les reptiles : suivi comprenant quelques parcours itinérants ainsi que des relevés au niveau de plaques à reptiles au cours de 2 à 3 campagnes de terrain en période favorable :
 - Fréquence : n+ 2, n+5,
 - Restitution : Un rapport illustré et commenté en fin d'année de la réalisation du suivi.
- SE5 : les espèces animales invasives : le rat musqué : compte-rendu des opérations de piégeage avec nombre de pièges, localisation et nombre d'individus piégés (suivi qui peut se faire en partenariat avec un piégeur agréé par exemple) :
 - Surveillance annuelle,

Les documents établis dans le cadre des suivis de la mise en œuvre des mesures ERCA sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. »

Le plan de localisation des mesures ERC(A) annexé au présent arrêté est annexé à l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé.

Article II.12 - Insertion paysagère

A la suite du 5.5 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé, il est ajouté les dispositions suivantes :

« 5.6. - Stockage provisoire

La hauteur du stockage provisoire de la verse sud (parcelles cadastrées section 0C n°1 à n°6) est limitée à 15 mètres (soit une altitude de 55 m NGF). Les flancs du stockage ont une pente minimale de 3/2, soit 33,7 °. »

Article II.13 - Surveillance des vibrations

Le 8.6.2. de l'article 8 de l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé, est remplacé par :

« 8.6.2. - autosurveillance des vibrations

Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique au niveau de deux emplacements minimums. Ce nombre et la position des points de mesures sont déterminés par l'exploitant à chaque tir en fonction de l'éloignement des constructions avoisinantes, tel que les habitations, et de l'expérience acquise lors des tirs précédents sur le gisement. Au moins un emplacement est situé au niveau de l'habitation la plus proche, sous

réserve de l'accord des propriétaires.

A défaut d'accord des propriétaires, un emplacement représentatif de celui susmentionné, aménagé à cet effet et constitué de plots en béton d'au moins 80 cm de profondeur dans le sol ou aménagé sur le rocher s'il est affleurant, peut être utilisé pour les mesures.

En cas de dépassement des valeurs prescrites (vitesse particulière et niveau de pression acoustique de crête), l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans un délai d'une semaine suivant le tir. Cette information identifie l'origine du dépassement et les dispositions mises en œuvre pour éviter son renouvellement. »

Après le 8.6.3. de l'article 8 de l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé, est inséré le 8.6.4 suivant :

« 8.6.4. - valeurs limites des vibrations

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

Par ailleurs, la surpression acoustique générée par les tirs de mines ne doit pas dépasser 125 décibels linéaires. »

Article II.14 - Autres dispositions

Le 6.4 de l'article 6 de l'arrêté préfectoral modifié du 21 octobre 2002 susvisé, est abrogé.

TITRE .III DISPOSITIONS DIVERSES

Article III.1 - Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article III.2 - Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette - CS 24 111 - 44 041 NANTES cedex 1 ou Cour administrative d'appel de Nantes pour éolien :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage de la décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article III.3 - Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Rouans et à la mairie de Chaumes-en-Retz et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies de Rouans et de Chaumes-en-Retz pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois, ainsi que sur le site www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations/donnees#/ ;

l'information des tiers s'effectue dans le respect de tout secret protégé par la loi.

Article III.4 - Diffusion

Une copie du présent arrêté sera remise à la société CMGO.

Article III.5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le Maire de la commune de Rouans et le Maire de la commune de Chaumes-en-Retz sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le 25 NOV. 2024

Le PRÉFET

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

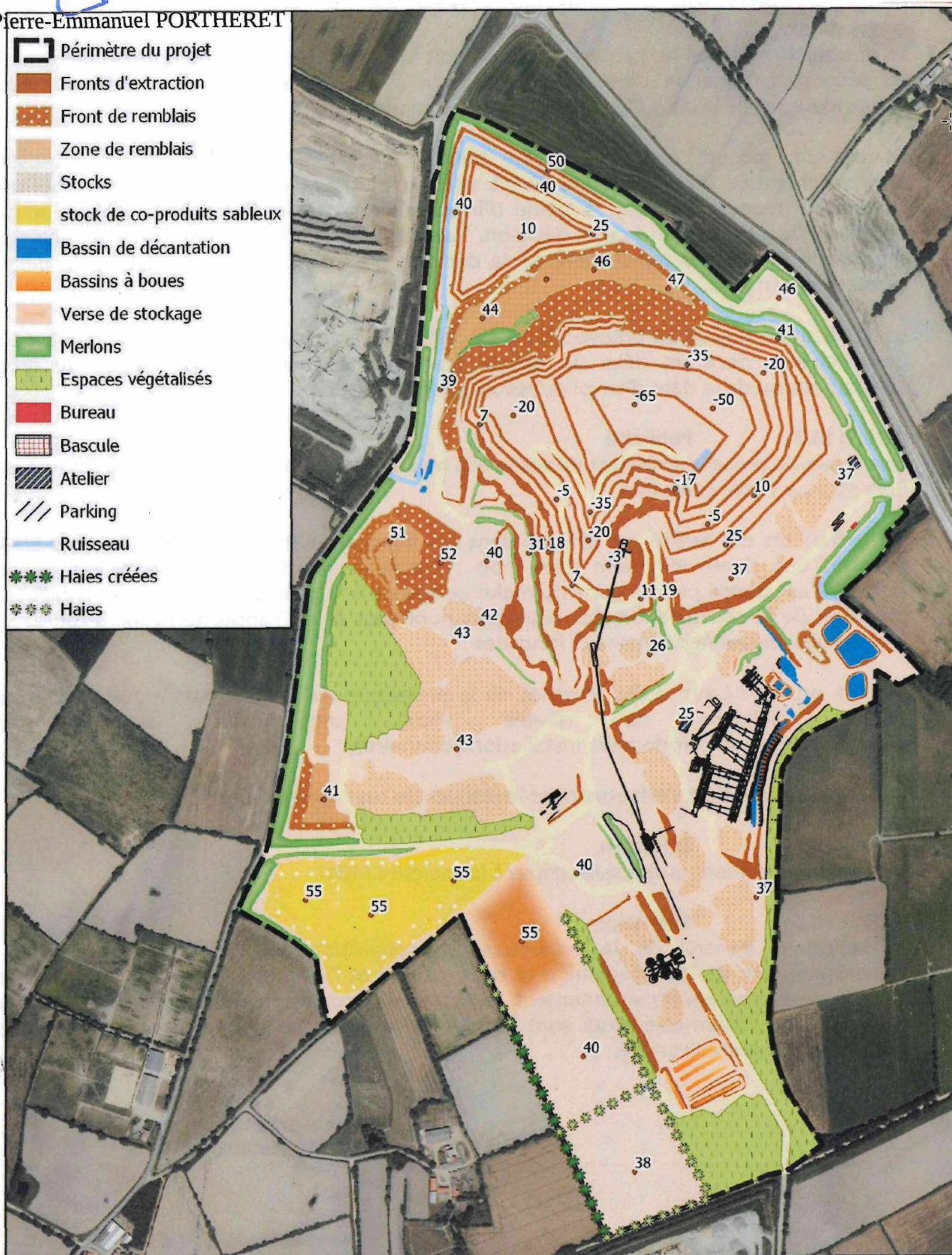
Pierre-Emmanuel PORTHERET

Vu pour être annexé à mon arrêté
ICPE/382 en date du 25 NOV. 2024
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Annexes :
Plans de phasages

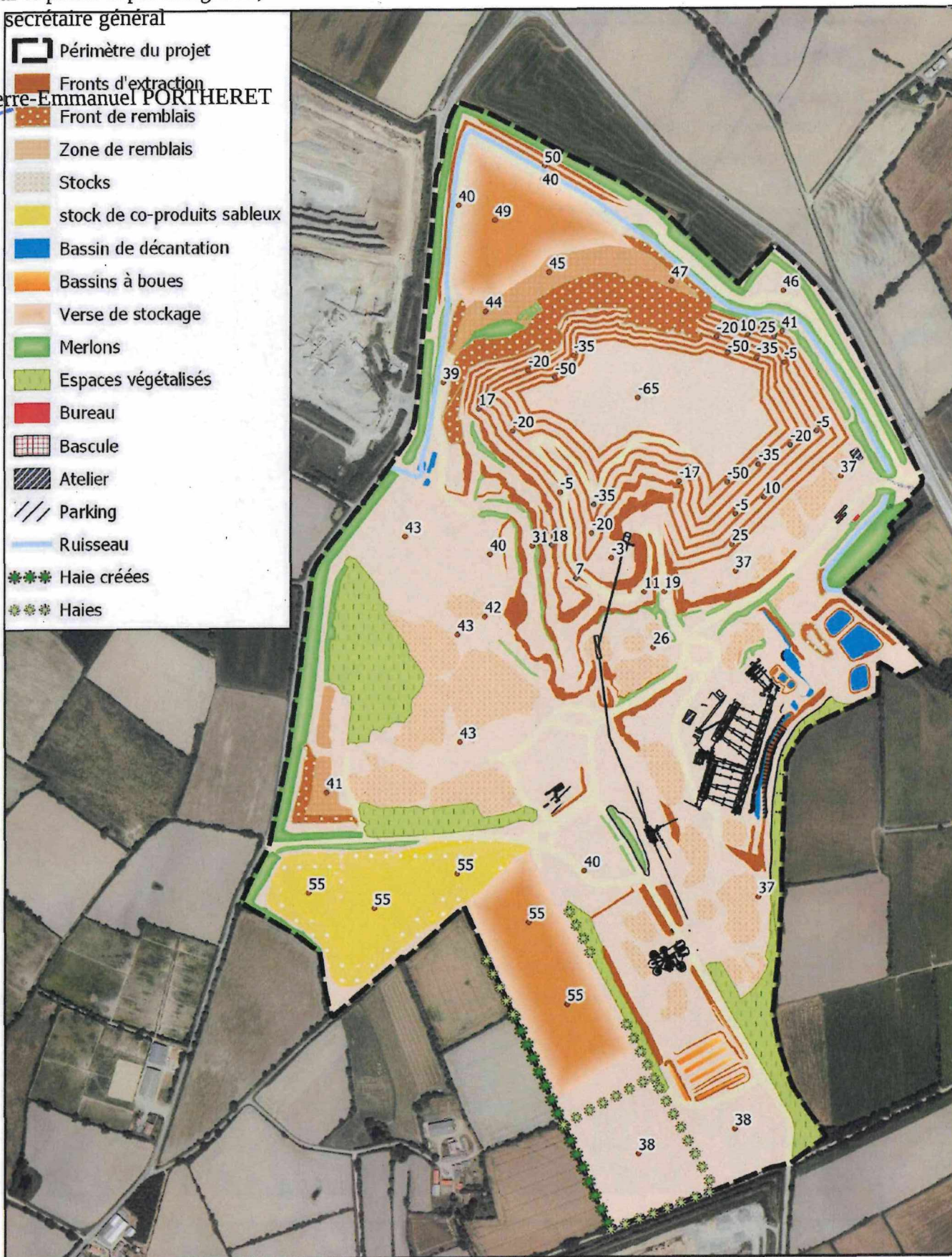
Pierre-Emmanuel PORTHERET

-  Périmètre du projet
-  Fronts d'extraction
-  Front de remblais
-  Zone de remblais
-  Stocks
-  stock de co-produits sableux
-  Bassin de décantation
-  Bassins à boues
-  Verse de stockage
-  Merlons
-  Espaces végétalisés
-  Bureau
-  Bascule
-  Atelier
-  Parking
-  Ruisseau
-  Haies créées
-  Haies



Vu pour être annexé à mon arrêté
ICPE/382 en date du
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


- Pierre-Emmanuel PORTHERET**
-  Périmètre du projet
 -  Fronts d'extraction
 -  Front de remblais
 -  Zone de remblais
 -  Stocks
 -  stock de co-produits sableux
 -  Bassin de décantation
 -  Bassins à boues
 -  Verse de stockage
 -  Merlons
 -  Espaces végétalisés
 -  Bureau
 -  Bascule
 -  Atelier
 -  Parking
 -  Ruisseau
 -  Haie créées
 -  Haies




0 150 300 m


**PRINCIPE DE PHASAGE
PHASE 6 (2029-2032)**
Avant reprise des stériles de la verse Sud
pour la remise en état


Plan des usages futurs après remise en état

 Périmètre du projet

Usages futurs

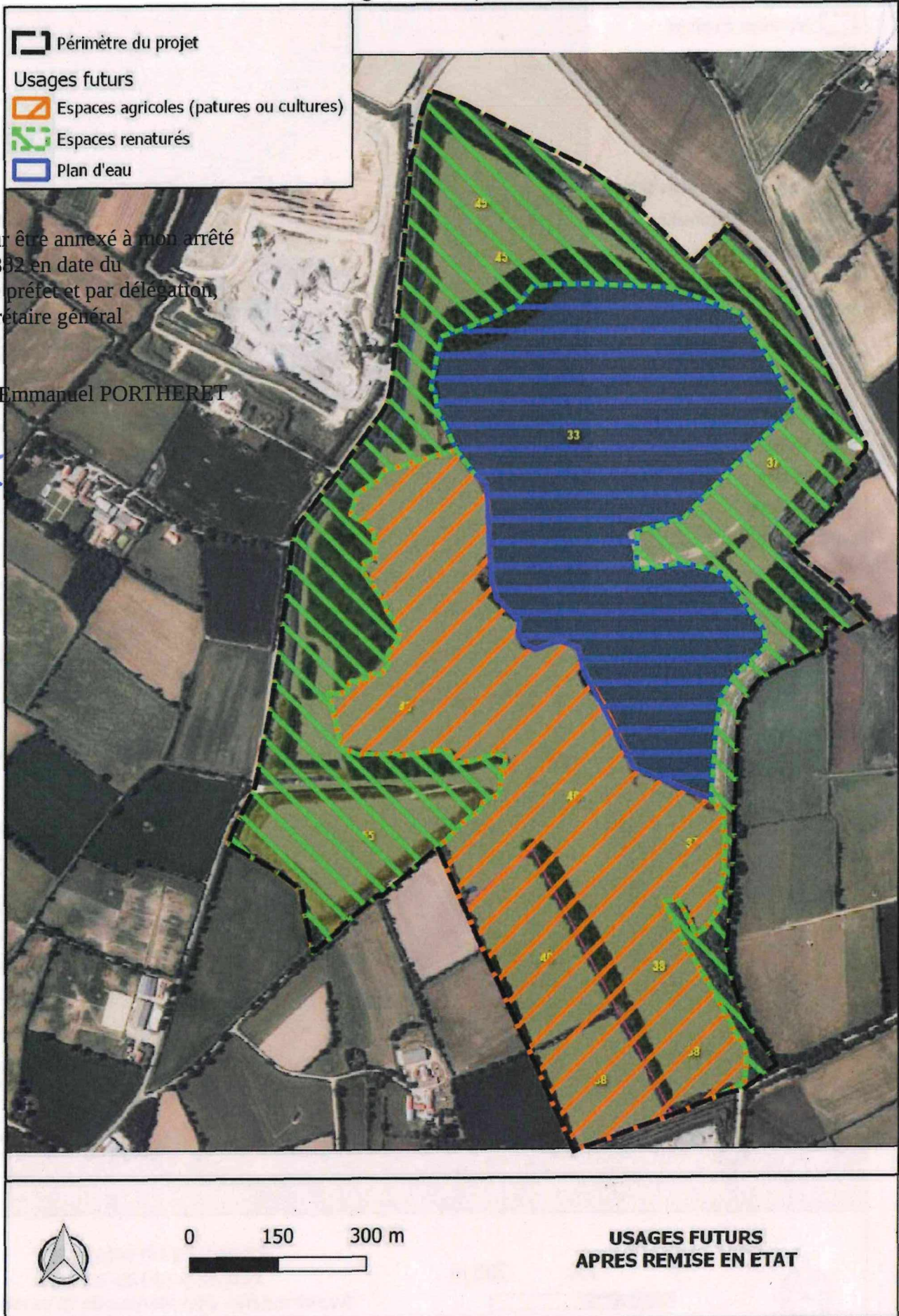
 Espaces agricoles (pâturages ou cultures)

 Espaces renaturés

 Plan d'eau

Vu pour être annexé à mon arrêté
ICPE/332 en date du
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Pierre-Emmanuel PORTHERET



Vu pour être annexé à mon arrêté
ICPE/382 en date du **25 NOV 2024**
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Pierre-Emmanuel PORTHERET 5054

- Boisement semé ou issu de recolonisation naturelle
- Fourré sur flanc de remblai, évoluant vers un boisement
- Haie bocagère plantée en limite du périmètre au sud-ouest
- Surface remise en prairie ou culture
- Ancien front d'exploitation
- Ruisseau
- Plan d'eau
- Cote altimétrique finale (m NGF)

- Périmètres**
- Périmètre autorisé
 - Extension sollicitée



Plan de principe de la remise en état :





E1 : Ajustement des emprises temporaires de stockage permettant de préserver les 3 mares

R1 : Progressivité et réversibilité des emprises sur les espaces à usage agricole

R2 : Limitation, progressivité et période adaptée des interventions sur les habitats de type haies et des fourrés de ronciers

Vu pour être annexé à mon arrêté
ICPE/382 en date du **25 NOV. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Pierre-Emmanuel PORTHERET

Légende
— Périmètre actuel
— Périmètre de l'extension
— Périmètre de l'étude Faune Flore

A1 : Reconnexion de la trame bocagère

A2 : Entretien pour l'amélioration de la fonctionnalité des mares

E – Evitement
R – Réduction
C – Compensation
A – Accompagnement